

LA CONJONCTURE AGRICOLE DE FÉVRIER 2026

Synthèse du mois de février 2026

Météo

Un mois doux et pluvieux.

Céréales, oléagineux et protéagineux

Commerce actif et offre mondiale abondante.

Pommes de terre

Marchés calmes et cours stables.

Fruits et légumes

Endives : marché calme.

Autres F&L : crise conjoncturelle pour le poireau.

Lait et viandes

Lait : collecte en hausse, prix en baisse.

Viande bovine : des cours toujours croissants.

Vande porcine : des cours stables mais bas.

Indicateurs économiques

L'euro toujours fort.

Cours du pétrole en hausse.

Météo

Le mois de février se caractérise par sa douceur et son humidité exceptionnels.

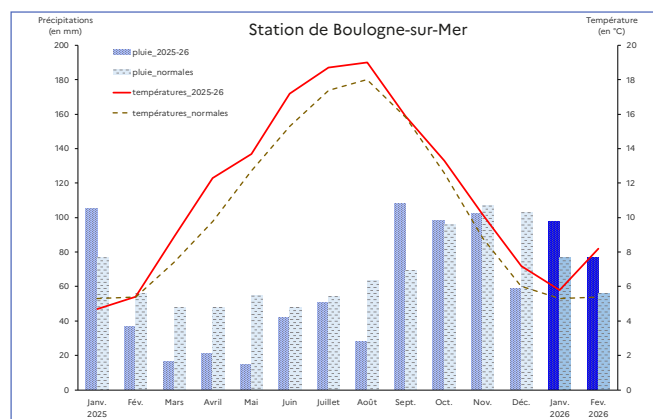
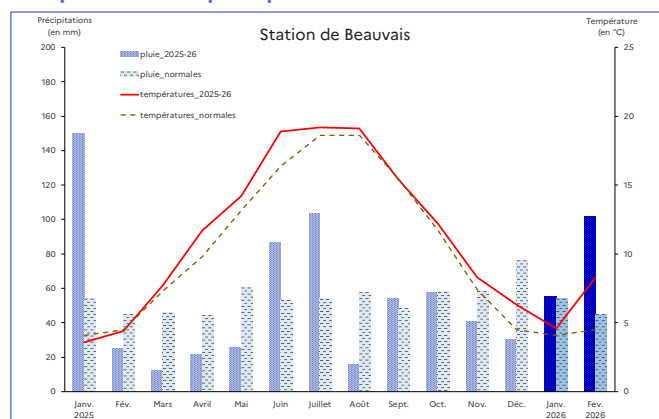
Les températures, avoisinant les + 8°C, sont supérieures de 3 à 4°C aux normales saisonnières. La dernière semaine du mois est particulièrement chaude.

Les précipitations sont abondantes, avec des niveaux supérieurs de 40 % à 70 % par rapport aux normales de saison, avec un maximum à 140 % dans l'Oise ([graphique 1](#)).

La deuxième décade est agitée, avec la survenue de la tempête Nils et son lot de pluies importantes, puis des chutes de neige, ainsi qu'une tornade dans l'Avesnois. Les précipitations favorisent la recharge des nappes souterraines, qui retrouvent leur niveau moyen. Le ciel tumultueux a pour conséquence un déficit d'ensoleillement.

Graphique 1

Températures et précipitations en 2025 et 2026



Note : normales calculées sur la période de référence 1991 - 2020

Source : Météo France

Céréales, oléagineux et protéagineux

Situation en région

Les températures douces favorisent le développement de la végétation. Les cultures de blé tendre et d'orge se présentent bien : le stade épi à 1cm est en avance de 12 à 15 jours. Les biomasses s'annoncent élevées et le risque de verse n'est pas négligeable.

Production et consommation à l'échelle mondiale

Blé : l'USDA maintient ses prévisions à 842 Mt pour la production mondiale tous blés 2025-2026 (+ 5 % / 2024-2025). Le niveau des stocks mondiaux s'élèverait à 278 Mt (+ 7 % sur un an). La Commission européenne estime sa production 2025-2026 à 142 Mt. La consommation mondiale de blé reste stable.

Maïs : le Conseil International des Céréales prévoit un record de production mondiale à 1,3 milliard de tonnes (+ 6 % sur un an). Le stock final mondial atteindrait 289 Mt, en léger recul par rapport à l'an dernier. La production européenne représenterait 58 Mt. La consommation mondiale de maïs progresse (+ 4 % sur un an), portée par des usages fourragers.

Orges : selon l'USDA, la production mondiale avoisinerait les 154 Mt (+ 7 % sur un an). Le stock final mondial s'équilibre à 21 Mt (+ 13 % sur un an). La production européenne est estimée à 56 Mt. La consommation en orges croît (+ 7 % sur un an), le recul en alimentation animale étant compensé par des usages industriels et alimentaires.

Colza : l'USDA stabilise son estimation de la production mondiale à 95 Mt.

Évolution des prix

Céréales : le prix du blé s'oriente à la hausse mais reste inférieur de 22 % à la moyenne quinquennale, tandis que celui du maïs fléchit légèrement ([graphique 2](#)). Les exportations françaises de céréales affichent un rythme soutenu, supérieur à celui de l'an passé à même époque, portées par des prix plus bas que l'année précédente.

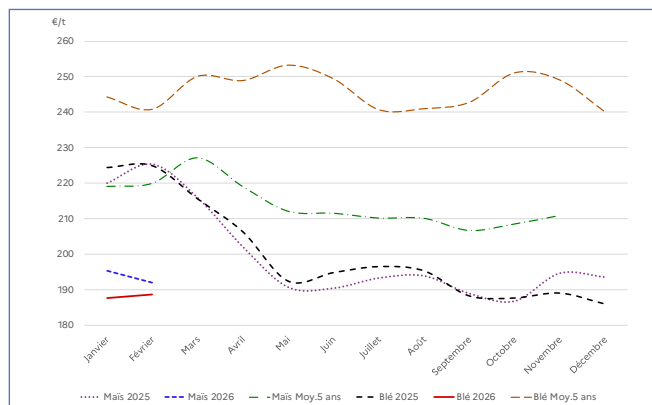
Pommes de terre

Industrie

Le marché reste atone, les besoins industriels étant couverts par les contrats. Les enlèvements suivent les planings prévus, avec une attention particulière portée à la qualité des lots, entraînant parfois des déclassements ou des refus. Les lots endommagés, excédentaires ou refusés sont réorientés vers les lignes flocons, la biométhanisation ou l'alimentation animale. Certaines lignes de transformation ne tournent pas à pleine capacité, en lien avec des ventes de produits finis qui ne s'améliorent pas. Les stocks libres de variétés industrielles restent importants, avec près de 200 000 t de plus que l'an dernier (source panel

Graphique 2

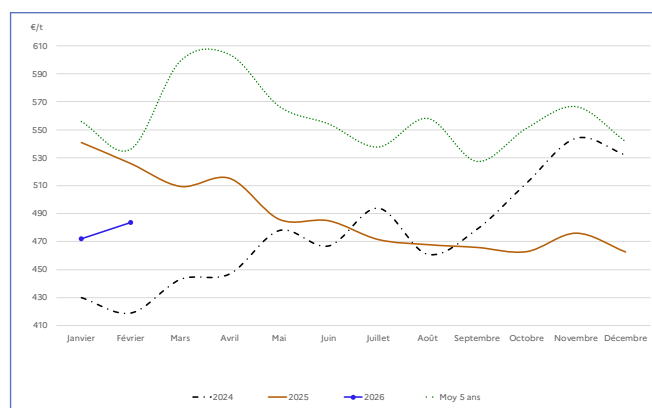
Cours du blé tendre (FOB Rouen) et du maïs (FOB Rhin)



Source : FranceAgrimer

Graphique 3

Cotation du colza (rendu Le Mériot)



Source : FranceAgrimer

Colza : l'activité commerciale sur le marché physique français reste calme, autour de 480 €/t (rendu Le Mériot), toujours en deçà de la moyenne quinquennale ([graphique 3](#)). Sur le marché européen à terme Euronext, les cours suivent une tendance haussière en raison des inondations historiques survenues dans l'Ouest de la France qui font craindre des pertes de surfaces.

UNPT/CNIPT).

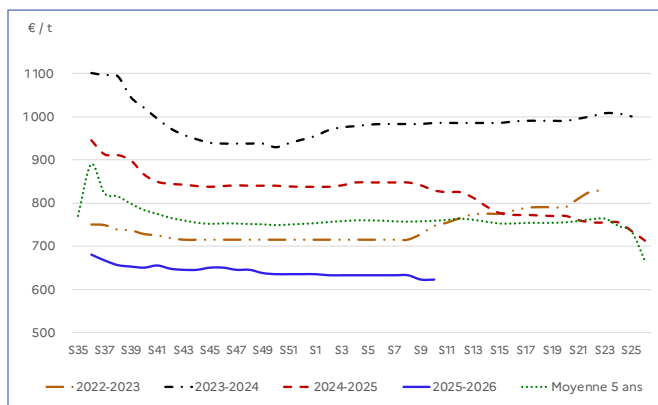
Pour la campagne à venir, la contractualisation est à la baisse des surfaces (jusqu'à - 20 %) et des prix.

Marché intérieur

Le marché du frais évolue dans une ambiance globalement calme. En grande distribution, les promotions jouent un rôle clé dans la stimulation des ventes. Les cours se maintiennent, malgré une pression à la baisse due à des stocks importants et une concurrence accrue entre expéditeurs et producteurs ([graphiques 4 et 5](#)).

Graphique 4

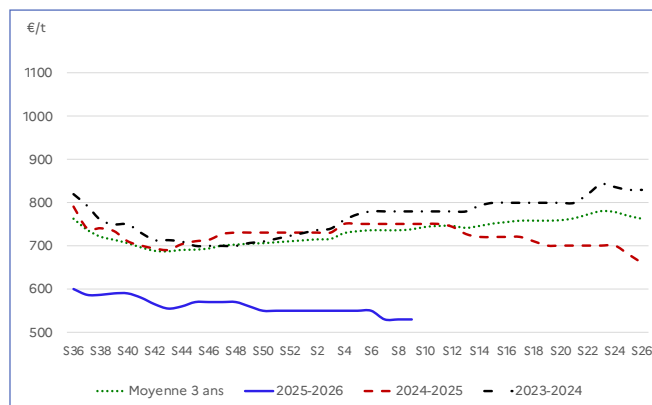
Cotation des pommes de terre de conservation - type chair ferme - stade expédition



Source : FranceAgrimer - RNM

Graphique 5

Cotation des pommes de terre de conservation - type four, purée, potage - stade expédition



Source : FranceAgrimer - RNM

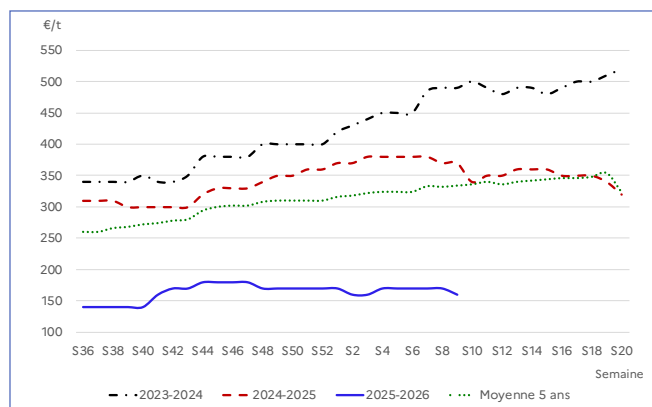
Export

Le marché export montre une dynamique contrastée selon les destinations, les variétés et les qualités. La demande est forte et les cours soutenus pour les variétés à peau rouge, qualitatives, tandis que les qualités intermédiaires (pommes de terre brossées, lavables et/ou non lavables) sont soumises à davantage de discussions tarifaires (*graphique 6*). À l'Est, la demande est élevée, notamment pour les variétés à peau rouge. Le Sud maintient un courant linéaire sans excès, avec un flux toujours régulier vers l'Italie, plus sporadique vers l'Espagne. Le négoce est fortement sollicité par les producteurs pour trouver des opportunités de dégagement. À noter qu'environ 85 000 tonnes de pommes de terre destinées à l'industrie (frites, chips, ...) ont été orientées vers le marché de la fécule.

Enfin, une plateforme de mise en relation entre producteurs de pomme de terre et éleveurs a été créée par la profession afin d'élargir les débouchés de dégagement des surplus de production.

Graphique 6

Cotation des pommes de terre destinées au marché export – type Agata France - lavable - cat.I - big bag de 1 tonne



Source : FranceAgrimer - RNM

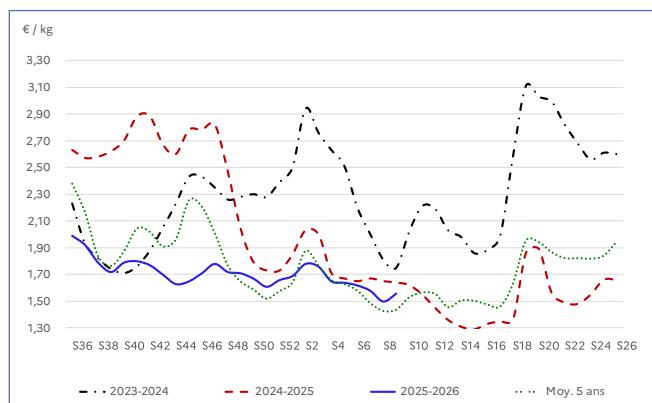
Fruits et légumes

Endives

En début de mois, le marché affiche une activité correcte, portée par les ventes en GMS. Côté offre, volumes et qualité sont au rendez-vous. Côté demande, le démarrage des vacances scolaires d'hiver freine les ventes à destination de la restauration hors foyer. De ce fait, les cours s'érodent au fil des semaines, mais restent proches des prix moyens sur 5 ans (*graphique 7*). En fin de mois, les cours remontent légèrement, stimulés par la prévision d'opérations commerciales en GMS. A l'export, les opérateurs français ne se positionnent pas car la concurrence belge et néerlandaise est trop rude, avec des prix inférieurs aux prix de revient français.

Graphique 7

Cotation des endives Hauts-de-France Cat. I - Sachet 1kg - stade expédition



Source : FranceAgrimer - RNM

Autres fruits et légumes

Carotte : les aléas climatiques en Normandie et dans les Landes perturbent les récoltes, la logistique et le travail en station. De ce fait, les acheteurs se tournent vers la carotte des Hauts-de-France. Cette augmentation de la demande stimule les cours.

Poireau : le poireau est en crise conjoncturelle depuis le 29 janvier 2026 (*focus*).

Focus sur le poireau en crise conjoncturelle

La culture du poireau dans les Hauts-de-France couvre 560 ha*, dont 80 % en Nord-Pas-de-Calais. Les plants sont repiqués de mi-avril à début juillet. La récolte s'étend d'août à avril, et principalement de novembre à février. En 2025, les parcelles de poireaux des Hauts-de-France ont pâti de la sécheresse estivale, qui a favorisé les attaques d'insectes. Il en a résulté des légumes abîmés, nécessitant un épluchage avant commercialisation, et donc une perte de rendement. Le mois de décembre particulièrement sec n'a pas donné lieu à une reprise de végétation permettant de compenser ce déficit.

Comparativement, les autres bassins de production ont mis sur le marché des volumes dans la moyenne (Bretagne, Normandie), voire exceptionnels (Centre-Val-de-Loire). Cette offre pléthorique a provoqué une chute des cours du poireau, accentuée par un afflux de poireaux belges à prix cassé.

Par ailleurs, la douceur de la fin d'année n'a pas favorisé la consommation de légumes d'hiver : la demande n'a pas permis d'absorber l'offre abondante.

Ces éléments permettent d'éclairer la crise conjoncturelle que traverse le poireau depuis un mois.

Notion de crise conjoncturelle.

Pour les fruits et légumes, le Réseau des Nouvelles des Marchés détermine chaque jour ouvré un indicateur de marché calculé à partir des cotations établies au stade expédition. Il correspond à une moyenne de prix pondérée par une estimation des volumes mis en marché.

Selon l'arrêté du 24 mai 2005 modifié, l'indicateur de marché révèle une situation de prix à expédition anormalement bas au sens de l'article L. 611-4 du code rural lorsque cet indicateur est inférieur à une référence hebdomadaire (moyenne olympique hebdomadaire des cinq dernières années) de 25 % (pour le cas du poireau).

Lorsque l'indicateur de marché révèle une situation de prix à expédition anormalement bas pendant 5 jours ouvrés consécutifs (pour le cas du poireau), ce produit est considéré en situation de crise conjoncturelle. La sortie de crise intervient après un jour ouvré au cours duquel l'indicateur de marché n'indique plus une situation de prix anormalement bas.

La situation de crise conjoncturelle est constatée par avis publié sur le site internet du RNM qui vaut information des enseignes des réseaux de distribution signataires des accords de modération des marges de distribution de fruits et légumes selon les modalités définies à l'article L.611-4-1 du code rural et de la pêche maritime (les professionnels signataires de l'accord sont tenus de répercuter la baisse des prix auprès des consommateurs).

Sources : Agreste (*SAA 2024) ; FranceAgriMer – RNM

Productions animales

Lait

Volumes

En janvier 2026, les volumes collectés en France ont augmenté de 6 % par rapport à la collecte de janvier 2025.

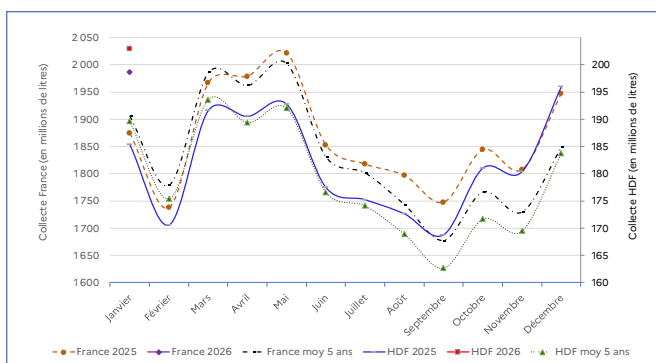
En Hauts-de-France, la hausse est de 10 % (*graphique 8*).

En période d'excédent, les volumes supplémentaires sont mécaniquement dirigés vers la production industrielle de beurre, de poudre de lait et de fromages, plus facilement stockables et exportables.

L'année 2025 a été marquée par un net recul de la production de lait biologique : - 5 % à l'échelle régionale, - 13 % en région. A l'automne 2025, la production se stabilise puis repart à la hausse ; en janvier 2026, la production biologique nationale et régionale a progressé de 2 % comparativement à janvier 2025 (*graphique 9*).

Graphique 8

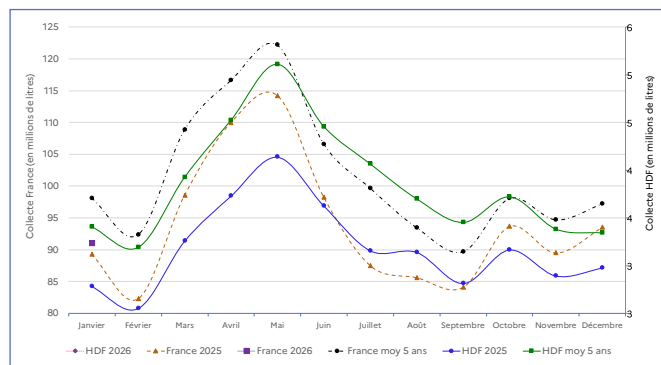
Collecte de lait conventionnel en France et Hauts-de-France



Source : FranceAgriMer

Graphique 9

Collecte de lait biologique en France et Hauts-de-France



Source : FranceAgrimer

Prix

En lait conventionnel, la baisse des prix amorcée à l'automne se poursuit. Au niveau national, le prix payé au producteur en janvier 2026 est inférieur de 4 % au prix de janvier 2025 (496 vs 516 €/1 000 litres) ; en région, ce même prix est inférieur de 6 % (466 vs 497 €/1 000 litres) (*graphique 10*). Le net rebond de la collecte, tant dans l'Hexagone qu'à l'échelle mondiale, exerce une pression baissière sur les cours du lait et des produits laitiers. Bien que toujours bas, les cours du beurre et de la poudre de lait connaissent un léger mieux en ce début d'année. En agriculture biologique, le prix payé au producteur reste stable par rapport au mois de décembre 2025, à 567 €/1 000 litres en région. Au premier semestre 2025, les prix du lait biologique sont descendus au même niveau que les prix du lait conventionnel. A partir de l'été 2025, le lait biologique redevient mieux valorisé que le lait conventionnel.

Viande bovine

Dans le bassin Nord-Est, les prix des jeunes bovins sont toujours croissants, supérieurs de 25 % à ceux de février 2025 (*graphique 11*). Le prix des vaches de réforme (laitières et allaitantes) poursuit son ascension, supérieur d'un tiers à celui de février 2025 (*graphique 12*). La hausse du cours des vaches est à rattacher à une baisse de l'offre, en raison d'une diminution du cheptel depuis plusieurs années et à la rétention actuelle des animaux encouragée par la hausse des revenus.

Le nombre de vaches laitières abattues en région se maintient en janvier 2026, comparativement à janvier 2025, tandis que les abattages de jeunes bovins et de vaches allaitantes diminuent de 5 %. On constate un alourdissement des carcasses : les bons prix de la viande et le faible prix de l'aliment incitent en effet à bien engraisser les animaux.

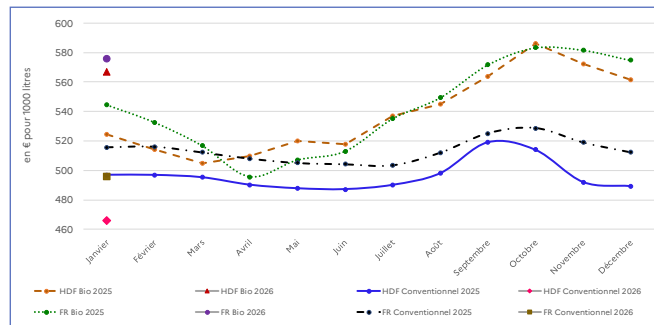
Viande porcine

En février, le cours de la viande porc reste stable (1.64 €/kg de carcasse classe S), inférieur de 15 % par rapport au mois de février 2025 (*graphique 13*).

Le nombre de porcs charcutiers abattus dans les Hauts-de-France en janvier 2026 est équivalent à celui de janvier 2025 (53 000 têtes). Le poids moyen des carcasses

Graphique 10

Prix du lait de vache conventionnel et biologique payé au producteur en France et Hauts-de-France

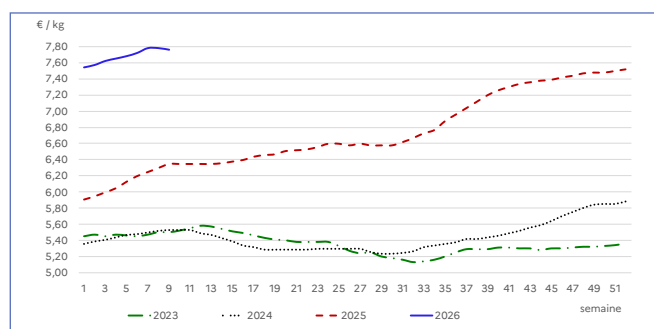


Source : FranceAgrimer

Note : Ce prix prend en compte les plus-values liées aux taux butyreux et protéique, cellules, bonus qualité, etc ...

Graphique 11

**Cotation des jeunes bovins viande - Catégorie «U»
Entrée abattoir - Bassin Nord-Est**

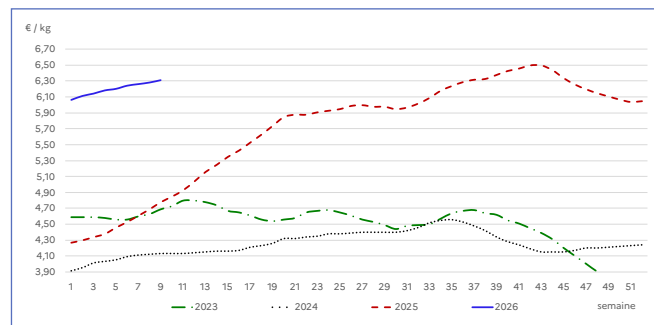


Source : FranceAgrimer

Note : les prix correspondent à la moyenne des prix des animaux standards, à l'entrée de l'abattoir.

Graphique 12

**Cotation des vaches laitières - Catégorie «P»
Entrée abattoir - Bassin Nord-Est**

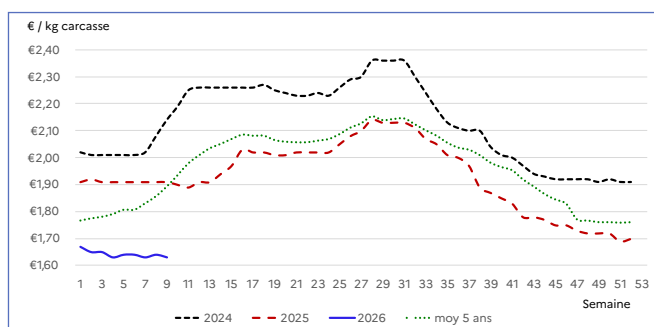


Source : FranceAgrimer

Note : les prix correspondent à la moyenne des prix des animaux standards, à l'entrée de l'abattoir.

Graphique 13

**Cotation des porcs charcutiers - Conformation «S»
Entrée abattoir - Bassin Nord-Est**



Source : FranceAgrimer

tend à augmenter (98 kg contre 93 en 2025).
L'offre en viande porcine demeure donc d'un bon niveau, mais le manque de dynamisme au niveau de la consommation explique l'atonie des cours.

La stabilité des coûts de l'alimentation ne suffit pas à compenser le prix bas de la viande. La rentabilité des élevages continue de s'éroder.

Indicateurs économiques

Parité €/ \$

L'euro se maintient à un niveau élevé (au-delà de \$1,18 pour 1€) pendant la première quinzaine de février, puis stagne entre \$1,175 et \$1,18 durant la deuxième moitié du mois (*graphique 14*).

Prix du pétrole

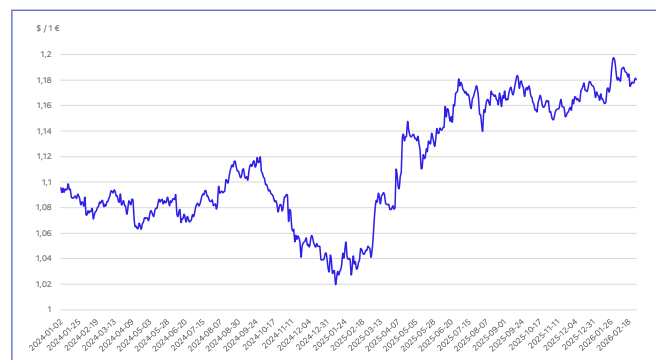
Le cours du baril poursuit sa remontée, franchit la barre des \$70 à partir du 18/02/206 et finit le mois à près de \$72 (*graphique 15*).

IPAMPA

L'indice global du coût des moyens de production, celui des engrais et amendements ainsi que celui de l'alimentation des animaux restent relativement stables entre décembre 2025 et janvier 2026 (respectivement : + 0,6 %, + 0,2 %, - 0,5 %). Le prix des énergies et lubrifiants repart à la hausse en ce début d'année (+ 4,5 %) (*graphique 16*).

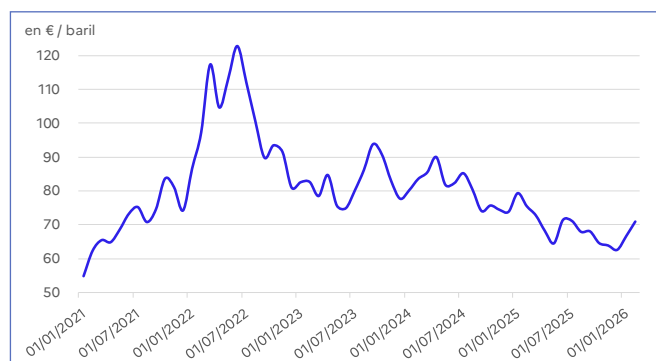
Entre janvier 2025 et janvier 2026, l'indice global a peu varié (- 1,3 %). Cette faible évolution masque des disparités de tendances concernant les composantes de l'indice global : les engrais et amendements ont connu une hausse de 10 %, tandis que l'alimentation animale a perdu 6 % et les énergie et lubrifiants 12 %.

Graphique 14
Parité euro-dollar



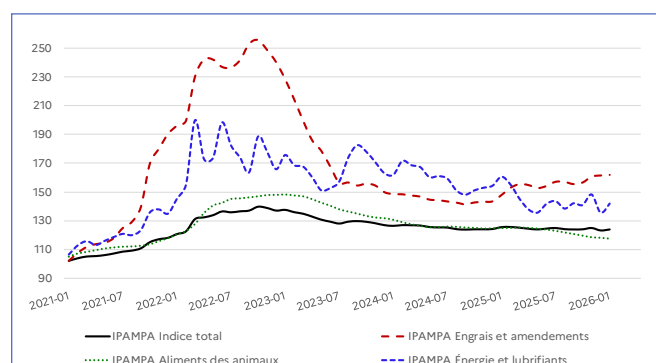
Source : BCE

Graphique 15
Cours moyen mensuel du pétrole brut (Brent)



Source : DGE

Graphique 16
Évolution des indices des prix des moyens de production (base 100 en 2020)



Source : INSEE

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture
et de la Forêt Hauts-de-France
Service régional de l'information statistique
et économique
53 rue de la Vallée
80000 Amiens
Courriel : srise.draaf-hauts-de-france@agriculture.gouv.fr

Directeur régional par intérim : Jean-Michel POIRSON
Directrice de la publication : Émilie HENNEBOIS
Rédacteur : Julie PONCET
Composition : Virginie PELLÉ
Dépôt légal : à parution
ISSN : 2644 - 9307
© Agreste 2025